

AFGHANISTAN : Une fin d'année difficile ; pour changer

LE FAIT

➤ *Au diapason d'une entame d'année délicate (fin de la mission de l'OTAN en Afghanistan — ISAF — le 31 déc. 2014 ; retrait des troupes de combat) et d'un automne pour le moins tendu (prise de Kundunz par les talibans fin sept.), 2015 se conclue dans la douleur et l'incertitude pour les 32 millions d'Afghans. Sans surprendre.*

➤ *La veille de Noël, alors que l'attention de la communauté internationale est déjà bien (trop) sollicitée par un chapelet de crises ventilées au quatre coins du globe (cf. Iraq-Syrie ; menace terroriste en Europe ; eruption de violence au Burundi ; etc.), les informations nous parvenant de l'interminable théâtre de crise afghan ne dérogent guère à ce panorama général sinistré ; il eut certes été bien surprenant qu'il en aille différemment.*

➤ *Un trimestre après la prise (temporaire) du 3^e centre urbain (Kundunz ; nord ; voir Focus Asie n°3) par l'insurrection talibane, cette dernière menace cette fois la vaste et stratégique province méridionale du Helmand, frontalière du Pakistan.*

➤ *Dans ces contrées du sud traditionnellement livrées aux trafics en tous genres et à la production d'opium à pavot, l'emblématique district de Sangin (voir carte p.2), scène récurrente d'âpres combats et de pertes élevées entre forces de la coalition internationale (britanniques et américaines notamment) et insurgés talibans, serait sur le point de tomber. Un revers évident pour les forces afghanes et la frêle administration du Président A. Ghani emportant des conséquences critiques.*

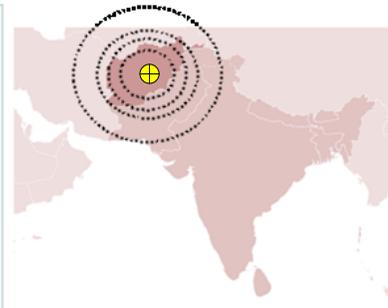
L'ANALYSE

■ Le 23 décembre, après des mois d'intensification de leurs actions dans la région (en octobre, la capitale du Helmand, Lashkar Gah, était déjà sur le point de tomber) et une dégradation continue de la situation sécuritaire locale (troupes régulières assiégées, mal ravitaillées, insuffisantes en nombre et démoralisées...au point pour certaines de passer avec armes et paquetage dans les rangs de l'ennemi combattu jusqu'alors...), l'insurrection talibane faisait étalage de sa capacité à reprendre sous sa coupe le district de Sangin (peu ou prou libéré de toute présence militaire otanienne), en même temps que Kaboul et son bras armé (à grands frais par la communauté depuis 2001) de leur incapacité à défaire militairement, seuls, un ennemi certes de toute évidence déterminé mais pourtant infiniment moins nombreux.

■ Afin d'éviter—ou à tout le moins de ralentir—autant que faire ce peut cette débauche majeure sur laquelle l'insurrection talibane ne manquerait pas de capitaliser, Kaboul n'eut d'autre option que d'inviter les forces otanienne de la mission *Resolute Support* (dédiée à la formation, au conseil et à l'assistance des forces afghanes) --et notamment ses composantes *Special Forces* et appui aérien— à se réengager sur le terrain aux côtés de leurs élèves dépassés.

■ Une remobilisation précipitée qui préfigure un inévitable reformatage de l'assistance à porter à Kaboul.

*Un fait
son décryptage
une analyse
des perspectives*



AFGHANISTAN : repères

Territoire : 652 000 km²

Capitale : Kaboul (4,6 millions h.)

Pays voisins : Chine, Iran, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan,

Population : 32,5 millions

Ethnies : Pachtounes, Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks, Turkmènes

Religion : islam (sunnite)

Langues : dari, pachto

Régime : République islamique

Chef de l'Etat : Ashraf Ghani

Revenus annuels/h : 550 euros



Le Président **A. Ghani** (à gauche), le **Chief Executive Officer A. Abdullah** : un binôme improbable et peu en réussite à la tête de l'Etat.

LA CITATION

“Nous venons de vivre une saison de combat très éprouvante ; en fait, nous ne parlons même plus de saison car les affrontements sont quasi-continus (...) toute l'année ”, du général américain G.F. Campbell, commandant des forces de la coalition en Afghanistan, le 13 décembre 2015.

FORCES EN PRESENCE

Troupes de l'OTAN : 13 000 dont 9800 soldats américains

Armée + police : 340 000 hommes

Talibans : entre 30 000 et 60 000 h

Etat Islamique : 1000-3000 hommes



CHRONOLOGIE récente

23/12 : les forces US mènent deux raids aériens sur des positions talibans (Sangin)
23/12 : Kaboul récuse la perte du district de Sangin (province Helmand) par les talibans
22/12 : des troupes britanniques et US en soutien des soldats afghans à Sangin
21/12 : attentat-suicide près de la base de Bagram (nord de Kaboul) ; 6 soldats US tués
14/12 : démission du chef des services de renseignement afghan (NDS)
11/12 : attaque des talibans à Kaboul (proximité ambassade d'Espagne)
10/12 : Kaboul et Islamabad pour la reprise des pourparlers de paix avec les talibans
08/12 : attaque des talibans contre l'aéroport de Kandahar (sud) ; 50 morts

DÉCLARATIONS & REACTIONS

"La bataille du Helmand n'est pas simple car la province a une longue frontière (avec le Pakistan), est au cœur de la production de l'opium ; nos ennemis sont bien équipés et très impliqués dans le trafic de drogue", M. Staneksai, ministre afghan de la défense, 23 décembre

"De janvier à mi-novembre, les forces afghanes ont subi 27% de pertes de plus qu'un an plus tôt", général Campbell, chef des forces de l'OTAN en Afghanistan, le 18.12

"La gestion de la sécurité doit être réformée et placée hors du champs politique", M.U. Daudzai, ancien ministre de l'Intérieur, le 18.12

L'auteur



OLIVIER GUILLARD, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

ENJEUX et CONSEQUENCES

◆ Moins d'un an après le terme de la mission de l'ISAF et 'l'afghanisation' de la sécurité du pays, le constat est sans appel : débordées du nord au sud et d'ouest en est par un adversaire déterminé volant de défiances en attaques, de succès en démonstrations de force, l'armée et la police sont dans l'incapacité la plus éclatante d'assumer seules la défense de la nation ; non pas que grand monde en doutait lorsqu'au 31 déc. 2014 les dernières troupes de combat de la coalition quittaient le sol afghan. Déjà, en octobre dernier, face à une trame de revers militaires en disant long sur le scénario des mois à venir, le Président américain B. Obama avait convenu du besoin de ralentir le rythme du retrait des dernières forces US encore engagées dans ce borbier et de prolonger le soutien dispensé à leurs homologues afghans à minima jusqu'en 2017.

◆ Le présomptueux pari sécuritaire de toute évidence en échec si ce n'est en péril, restait le cadre politique domestique ; si le premier s'avère éminemment sinistré, on ne saurait hélas dire du second qu'il se porte à merveille ; très loin de là. Quinze mois après son entrée en fonction (déjà fort compliquée en soi et ayant nécessité un fort lobbying de la part des autorités américaines), le 13^e Président afghan et son *Chief Executive Officer* (sorte de Premier ministre) n'ont guère impressionné leurs 32 millions d'administrés—le concert des nations pas davantage— par leur management des affaires nationales.

◆ Du reste, ces deux anciens ministres du chef de l'Etat précédent (H. Karzai, que l'on dit très actif dans les coulisses du pouvoir et pas forcément en soutien de l'administra-

tion en place...) ont-ils seulement fait montre d'une quelconque volonté d'oeuvrer ensemble, par-delà leurs différends ? Rien n'est hélas moins sûr ; un choix personnel douteux relevant de l'irresponsable dans un contexte intérieur si ténu.

◆ Face à pareil spectacle de désunion au plus haut niveau politique, on ne peut naturellement se montrer surpris du peu d'empressement des talibans à rejoindre d'hypothétiques pourparlers de paix ; en position très avantageuse sur le terrain, l'insurrection talibane paraît aussi désireuse de gagner la table des négociations que déradiquer la culture du pavot.

◆ Si le Président A. Ghani semble encore croire en la démarche vertueuse de tractations politiques avec les insurgés, si Islamabad semblait dernièrement manifester une certaine volonté de presser la hiérarchie talibane en direction de ce projet des plus aléatoires, il est à l'heure actuel peu d'Afghans, de très rares observateurs extérieurs, à miser ne fut-ce que quelques roupies afghanes sur les chances de succès de cette entreprise.

PROSPECTIVE

Kaboul, Kunduz, Kandahar, Sangin ; autant de théâtres ayant ces dernières semaines démontré la préoccupante dégradation de la situation sécuritaire que rien ni personne en Afghanistan—pas davantage un pouvoir civil certes élu mais déjà déconsidéré, que des forces de sécurité (armée ; police) dépassées sur le terrain et à la détermination chancelante— ne paraît aujourd'hui être en mesure de ralentir, moins encore bien sûr de défaire.

Un scénario de crise sur lequel la communauté internationale devra se pencher tout affaire cessante, notwithstanding l'aversión compréhensible de l'opinion.

Paris, le 26 décembre 2015